

Conférence « La mise en réseau entre villes : un facteur de succès » (2 - 4 fév., Berlin)

**La pratique: La mise en réseaux sur la question de la ville**  
**– horizontale et verticale**

**Forum 1: Dialogue thématique entre communes**

Modération  
Rapport

**Monsieur Farouk Tebbal**, Consultant CoMun/GIZ  
**Monsieur Youssef Afkir**, Coordinateur Réseau Marocain  
Maîtrise de l'Energie REMME, CoMun/GIZ

**Intervention A:** **Échange entre les communes marocaines – Du choix des thèmes à l'institutionnalisation des réseaux**

Depuis son commencement au Maroc en 2010, le Programme CoMun intervient sur l'accompagnement technique de sept villes partenaires - à savoir Agadir, Beni Mellal, Fès, Kénitra, Meknès, Rabat et Salé - et l'animation de réseaux thématiques entre villes. Dans le cadre d'un appel à projets lancé en 2010 avec les partenaires institutionnels, sept villes marocaines se sont qualifiées et ont bénéficié des prestations du Programme dans les quatre domaines suivants: La gestion des déchets solides urbains, la valorisation du patrimoine historique, la mobilité urbaine et l'efficacité énergétique. Depuis 2013, la participation des citoyens, notamment des jeunes, est un des nouveaux thèmes d'échange. L'ensemble de la mise en réseau des villes est facilité dans le cadre d'un processus d'apprentissage mutuel par des consultants nationaux et vise en premier le transfert de savoir-faire ainsi que le renforcement progressif des capacités de gestion des villes membres, ayant à leur tour comme objectif principal la diffusion des bonnes pratiques traitées ainsi que leur adaptation et mise en œuvre dans d'autres villes membres des réseaux. Le concept sous-jacent d'échange structuré et régulier entre villes autour des pratiques de gestion urbaine représente une nouveauté au Maroc et répond à des besoins implicites des Municipalités.

Le Programme CoMun au Maroc œuvre dans le cadre d'un partenariat avec la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) et, depuis 2014, avec l'Association Marocaine des Conseils Présidents Communaux (AMPCCC).

Intervenant

**Monsieur Tarik Harroud**, Coordinateur du Réseau Marocain des Anciennes Médinas REMAM, GIZ/CoMun

**Intervention B:** **Échange entre les communes tunisiennes – Le réseau de la gestion des déchets WAMA-Net**

Le réseau est constitué de 20 municipalités tunisiennes de Bizerte à Ben Guerdane, appartenant à des régions différentes couvrant tout le territoire tunisien qui ont élaboré ou élaborent leurs Plans Communaux de Gestion des Déchets (PCGD). Le Réseau National de la Gestion des Déchets offre aux municipalités partenaires une valeur ajoutée dans le domaine de la gestion communale des déchets grâce à l'échange d'expériences, de pratiques et de compétences. La collaboration intercommunale renforce les capacités des municipalités dans leurs efforts pour améliorer le service communal de la propreté et de la gestion rationnelle des déchets municipaux.

L'établissement du dialogue sur la gestion des déchets, un thème à intérêt commun, sera mené par un engagement volontaire des élus et de l'administration municipale. Le partage, la responsabilité, la concertation et l'engagement sont les quatre valeurs sur lesquelles le réseau est fondé et auxquelles chaque municipalité membre du réseau consentira. Le réseau est géré et modéré par la Fédération Nationale des Villes Tunisiennes (FNVT) dans le cadre de sa mission de représentation des intérêts des municipalités, de consolidation de l'intercommunalité et de l'appui qu'elle fournit à ses communes membres. Le réseau est officialisé par une charte signé par les villes membres

Intervenante                    **Madame Ikbel Dridi**, Coordinatrice du Réseau tunisien de gestion des déchets WAMA-Net, CoMun/GIZ

## **Forum 2: Associations et gouvernements**

Modération                    **Madame Agnes Wiedemann**, Coordinatrice Réseau CoMun/GIZ  
Rapport                         **Madame Anne Hitzegrad**, Coordinatrice Promotion des jeunes en Tunisie, CoMun/GIZ

**Intervention A:                Coopération des associations des villes: Le Réseau des associations des villes de l'Europe du Sud-Est (NALAS)**

En matière de décentralisation, les pays du Sud-Est de l'Europe doivent relever les mêmes défis pour renforcer la démocratie locale et remplir les conditions nécessaires à un resserrement de leurs liens avec l'UE : ils doivent rapprocher les communes de leurs citoyens, améliorer les compétences juridiques et les ressources financières des communes et renforcer les associations de communes, afin qu'elles puissent proposer aux municipalités adhérentes des prestations de conseil adéquates et représenter leurs intérêts face aux gouvernements.

C'est en réponse à ces défis et pour promouvoir la paix et la stabilité qu'a été créé en 2001 le Réseau des associations des villes de l'Europe du Sud-Est (NALAS). Il a pour mission de promouvoir la coopération régionale entre seize associations de villes des pays de la région, de mettre en place les compétences, les ressources et les capacités institutionnelles nécessaires à la poursuite du processus de décentralisation et d'appuyer les communes et leurs associations dans la défense de leurs intérêts. Cette démarche vise à créer un réseau pérenne, qui assurera la promotion efficace du développement communal dans les pays d'origine des associations adhérentes.

Intervenant                    **Monsieur Hans Frühauf**, Directeur du programme NALAS, GIZ

**Intervention B:                Coopération des gouvernements: Le réseautage des gouvernements africains par la Conférence ministérielle sur la décentralisation et le développement local pour toute l'Afrique (AMCOD)**

En Afrique, les processus de décentralisation s'inscrivent dans le contexte plus large des efforts en faveur d'une gouvernance responsable. La décentralisation permet aux citoyens d'être partie prenante dans les décisions des instances publiques, elle est porteuse de perspectives pour l'exercice de la démocratie locale et l'utilisation ciblée et efficace des

ressources publiques. Elle peut contribuer à créer un environnement favorable aux investissements privés et donc être un facteur de réduction de la pauvreté.

La GIZ a appuyé jusqu'à la fin 2014 la Conférence ministérielle sur la décentralisation et le développement local pour toute l'Afrique (All Africa Ministerial Conference on Decentralization and Local Development, AMCOD), créée en mai 2000 et dont le siège se trouve au Cameroun. En tant que forum panafricain, l'AMCOD a encouragé les réformes sociétales et politiques et les processus de décentralisation dans toute l'Afrique. Dans ce cadre ont été convenus des normes et des principes communs qui guident les réformes engagées par les États membres de l'Union africaine (UA) dans les domaines de la décentralisation et du développement local et régional. Le processus ainsi amorcé se poursuit depuis 2015 sans le soutien de la GIZ.

Intervenant                    **Monsieur, François Menguelé**, Conception technique/ Ancien Directeur du programme AMCOD, GIZGIZ

### **Forum 3: La coopération communale inter-pays**

Modération                    **Madame Sabine Drees**, Chargée des affaires internationales, Deutscher Städtetag (Association des villes allemandes)

Rapport                        **Madame Fatima Ilyas**, Consultante CoMun/GIZ

#### **Intervention A :            Cologne - Tunis Un jumelage dynamique – 50 ans de coopération**

Cologne et Tunis sont jumelées depuis 1964. La révolution du jasmin du printemps 2011 a entraîné une évolution dans la forme de cette coopération : alors qu'avant, l'accent était mis sur les échanges d'élèves, d'étudiants et d'artistes, la décision adoptée en avril 2011 par le conseil municipal de Cologne fait obligation à l'administration « d'étudier la situation des intérêts et des besoins concrets à Tunis et d'appuyer la mise en place de structures démocratiques ». Des réunions de réseau et des « missions exploratoires » ont placé l'environnement, l'élimination des déchets, le tourisme, l'urbanisme et la participation citoyenne en tête des sujets les plus urgents. Un projet contribuant à la mise en réseau des acteurs communaux de l'aide à la jeunesse en Tunisie a été finalisé avec la participation de la direction de la Jeunesse de la ville de Cologne. Les échanges entre les administrations communales ne constituent qu'une face de la médaille, et le jumelage doit sa réussite surtout au fait qu'il associe étroitement d'autres acteurs aux activités. Il s'agit des citoyens (et de leurs associations), des chambres de commerce, des écoles, des universités et des organisations non gouvernementales. À l'issue des premières élections présidentielles et législatives libres organisées en Tunisie en 2014, on est curieux de voir comment le droit communal sera transposé dans la législation ordinaire. Il semble d'ores et déjà que les villes et les communes tunisiennes disposeront d'une indépendance et d'une autonomie bien plus vastes que ce n'était le cas du temps du régime de Ben Ali.

Intervenants :                **Dr. Uwe Korch**, Bureau du maire, Affaires internationales  
**Bernd Seifert**, Direction de l'enfance, de la jeunesse et de la famille  
Ville de Cologne

**Intervention B : Allemagne – Pays-Bas. Coopération inter-pays entre EUREGIO et MONT (Münster – Osnabrück – Twente)**

Environ 130 villes néerlandaises et allemandes coopèrent au sein d'EUREGIO, une association de communes créée en 1958. Elle était alors la première de ce genre en Allemagne et est aujourd'hui un partenaire important du triangle de coopération urbaine MONT. Créé il y a 25 ans, MONT réunit des villes allemandes et néerlandaises du territoire d'EUREGIO : Münster, Osnabrück et le réseau de communes de Twente constituent les sommets de triangle, Twente réunissant les villes d'Enschede, d'Hengelo, d'Almelo, d'Oldenzaal et de Borne.

Les villes membres ont choisi la voie de la coopération inter-pays pour résoudre ensemble leurs problèmes sociaux et économiques et, grâce à une démarche d'échanges et d'apprentissage commun, d'élaborer des solutions efficaces pour la région. Ainsi, la frontière pourra s'estomper dans les esprits et la région mieux se faire connaître, également au niveau européen, où une région métropolitaine est mieux à même de faire entendre sa voix qu'une commune isolée.

Intervenant **Erich Tilkorn**, ancien directeur de division, administration de l'arrondissement de Munster

**Intervention C : Échanges entre praticiens au niveau communal : partage des bonnes pratiques au niveau international via la plate-forme connective cities**

Apprendre les uns des autres, c'est l'objectif du nouveau réseau international de villes pour le développement durable « Connective Cities », qui a vu le jour en juin 2014 à Leipzig.

Plus de la moitié de la population mondiale vit déjà dans des villes. De nombreuses cités sont confrontées à de graves problèmes (pauvreté, environnement, transports), auxquels elles répondent souvent en mettant au point des solutions innovantes. Connective Cities a vocation à promouvoir le développement urbain durable et à renforcer au niveau mondial les échanges d'expériences sur les solutions novatrices. Le réseau vise à rapprocher des praticiens du monde entier afin d'assurer aux bonnes idées la mise en œuvre la plus large possible. Des conférences, des ateliers, des formations et des voyages d'information spécialisés offrent aux participants de nombreuses possibilités de se former et de créer des réseaux afin de constituer des alliances au service du développement urbain durable. Le portail Internet de Connective Cities donne accès à un fonds mondial d'expériences.

Connective Cities est réalisé par l'Association des villes allemandes (Deutscher Städtetag), Engagement Global et la GIZ pour le compte du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Intervenant **Dr. Manfred Poppe**, directeur du projet Plate-forme internationale des villes pour le développement durable